

Béthune, le 22 janvier 2009

DIRECTION REGIONALE DE  
L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

GROUPE DE SUBDIVISIONS DE BETHUNE  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 BETHUNE  
<http://www.nord-pas-de-calais.drire.gouv.fr>

Affaire suivie par  
Courriel :  
Téléphone :  
Télécopie :

## RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

-----ooOoo-----

CROUSTIFRANCE\_ATHIES\_RAPPORT\_070.03919\_22012009

**OBJET** : Rapport de présentation au CODERST.  
Demande d'autorisation d'exploiter - Société CROUSTIFRANCE à ATHIES.

**N° GIDIC** : 070.03919

**Assujettissement TGAP** : oui

**REFERENCES** : Transmissions Préfecture des 27 novembre 2007 et 15 mai 2008,  
Additif à l'étude de dangers NH<sub>3</sub> transmis par l'exploitant le 16 janvier 2008.

### **DEMANDEUR**

- **Raison sociale** : CROUSTIFRANCE S.A.
- **Siège social** : 95, Allée de France - Zone Industrielle Artoipôle  
62060 ARRAS CEDEX 9
- **Adresse de l'établissement** : Allée des Atrébates – Zone Actiparc – 62223 ATHIES
- **Contact dans l'entreprise** :
- **Activité principale** : Fabrication de pains précuits surgelés

### **Sommaire du Rapport**

- 1.- Objet de la demande
- 2.- Présentation de l'établissement
- 3.- Présentation du dossier du demandeur
- 4.- Consultation et enquête publique
- 5.- Procédure proposée

#### Annexes

- 1.- Liste des rubriques concernées
- 2.- Projet d'arrêté préfectoral

## **1.- OBJET DE LA DEMANDE :**

La société CROUSTIFRANCE, spécialisée dans la fabrication de pains précuits surgelés, a déposé une demande d'autorisation d'exploiter, relative à la création d'une nouvelle unité de production sur le territoire de la commune d'ATHIES, dans une nouvelle zone d'activités en cours de développement.

La liste des rubriques de la nomenclature des installations classées concernant l'établissement figure en annexe 1 du présent rapport. Le projet est globalement soumis à autorisation sous les rubriques principales suivantes : 1136.B (ammoniac), 1510.1 (entrepôt), 2920.1a (réfrigération).

## **2.- PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La société CROUSTIFRANCE appartient au groupe VANDEMOORTELE, dont l'activité se répartit entre les produits de boulangerie surgelés, les produits à base de soja, les margarines et les graisses.

Elle possède un site de production implanté en zone ARTOIPOLE, à MONCHY LE PREUX, dont l'exploitation a débuté en 1996. La construction de la nouvelle unité devrait engendrer la création de 102 emplois d'ici 2012, la capacité de production devant atteindre à terme 112 t/j.

Les matières premières utilisées sont la farine (87,5 t/j), l'eau (37 t/j), la levure (1 t/j), le sel (1,9 t/j), l'améliorant (400 kg/j). Elles sont réceptionnées en sacs, sauf la farine qui est stockée dans des silos extérieurs.

Le stockage des matières premières sur palettes s'effectue au sein d'un local spécifique et d'une chambre froide à température positive (+6°C).

La fabrication comporte principalement les phases de préparation (tamisage, dosage, pétrissage, repos, extrusion), façonnage, traitement (farinage, grainage, huilage), fermentation, lavage, pré-cuisson.

Les produits sont ensuite surgelés en tunnels. Après conditionnement, les produits sont entreposés dans deux chambres froides à -18 °C, l'une automatique, la seconde manuelle.

Le site s'étendra sur plus de 5 ha et sera divisé en deux principaux bâtiments :

- Un bâtiment production abritant les ateliers de fabrication, les stockages de matières premières, les stockages d'emballages vides et de déchets organiques, les locaux techniques, sociaux et administratifs
- Un bâtiment dédié au stockage de produits finis comprenant les deux chambres froides précitées, une zone d'expédition et un local de charge de batteries.

La chambre froide automatique disposera d'une hauteur sous plafond de 24,85 mètres, elle doit permettre le stockage de 10 200 palettes dans 69 714 m<sup>3</sup> et sera séparée des locaux de production par une distance de 45 mètres.

Pour les besoins de la production, l'établissement comporte des installations connexes telles qu'une chaudière de 2,8 MW alimentée au gaz naturel, de compresseurs destinés à la production de froid, de chargeurs de batteries...

Les installations de réfrigération contiendront 6 tonnes d'ammoniac. Les raisons avancées par l'exploitant pour justifier ce choix pour l'obtention de températures négatives sont les suivantes :

- Contraintes réglementaires prévisibles liées à l'utilisation de fluides frigorigènes engendrant des gaz à effet de serre, l'ammoniac étant un fluide naturel dit « alimentaire » ;
- Consommation énergétique moins élevée pour le niveau de température exigé ;
- Nécessité d'un dégivrage séquentiel pour permettre un fonctionnement continu de la production sur 5 jours environ, également possible par utilisation d'eau mais avec des consommations journalières correspondantes de 120 à 160 m<sup>3</sup> ;
- Facilité de détection de l'ammoniac par rapport au CO<sub>2</sub> ;
- Utilisation du CO<sub>2</sub> engendrant des coûts d'investissement supplémentaires sans réel avantage sur le plan sécuritaire.

L'ammoniac servira également au refroidissement d'eau glycolée pour les locaux à température positive.

### **3.- PRESENTATION DU DOSSIER DU DEMANDEUR**

#### **3.1.- Synthèse de l'étude d'impact présentée par le demandeur**

##### **3.1.1.- Eau**

La consommation d'eau, en provenance du réseau d'adduction public, s'élèvera à environ 65 000 m<sup>3</sup>/an, répartis de la manière suivante :

- procédé de fabrication : 20 000 m<sup>3</sup>/an ;
- appoints d'eau des condenseurs évaporatifs : 35 000 m<sup>3</sup>/an ;
- nettoyage : 3 000 m<sup>3</sup>/an ;
- usages sanitaires : 3 000 m<sup>3</sup>/an ;
- cuisson et production de vapeur pour les étuves : 4 000 m<sup>3</sup>/an .

Les eaux résiduaires industrielles pré-traitées, liées au lavage des équipements et des locaux, les purges de refroidissement ainsi que les eaux vannes seront envoyées au réseau d'assainissement, puis traitées à la station d'épuration urbaine d'ARRAS avant rejet à la Scarpe. Une convention de rejet a été signée entre l'exploitant et le gestionnaire de la station d'épuration le 21 août 2007. Les effluents de CROUSTIFRANCE représenteront de 0,3 à 1,7 % de la capacité nominale de la station d'épuration, selon les paramètres.

Les eaux pluviales seront collectées, dirigées vers un bassin d'orage (débit de fuite 5 l/s/ha), puis pompées et traitées par séparateur d'hydrocarbures, rejetées au réseau pluvial de la zone d'activité avant d'être envoyées vers la Scarpe. Un arrêté autorisant le déversement des eaux pluviales de l'établissement dans les réseaux de la Communauté Urbaine d'ARRAS a été signé le 20 septembre 2007.

##### **3.1.2.- Air**

Les rejets atmosphériques générés par l'activité résultent essentiellement :

- des installations de combustion alimentées au gaz naturel ;
- des fours de cuisson ;
- des installations de réfrigération ;
- du trafic routier lié au fonctionnement des installations ;
- des silos de farine.

Les installations de combustion, comprenant notamment une chaudière et les brûleurs des fours, sont soumises aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié, dont elles devront en particulier respecter les niveaux d'émission, repris dans le projet d'arrêté préfectoral.

Les installations de réfrigération par dispersion d'eau dans un flux d'air sont soumises aux règles édictées par l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 afférent, qui vise notamment à minimiser la propagation de gouttelettes dans l'atmosphère.

L'impact des rejets du trafic routier - abordé au point 3.1.5 - provenant de la desserte des installations (livraisons et expéditions) ainsi que des véhicules du personnel de l'entreprise n'est pas significatif au regard de la circulation environnante.

Les silos de stockage de farine seront munis d'une soupape agissant en cas de dépression ou de surpression. Ils seront dotés d'un caisson de dépoussiérage destiné à empêcher l'émission de poussière lors des opérations de dépotage. En fonctionnement normal, aucune émission ne doit être produite par ces silos.

Enfin, le mode de stockage des déchets (locaux et contenants spécifiques fermés) et leur enlèvement régulier doit permettre d'éviter la génération d'odeurs.

##### **3.1.3.- Bruit**

Les sources de bruit internes à l'établissement seront liées au fonctionnement des installations de compression et de réfrigération, aux opérations de manutention ainsi qu'au trafic généré par l'activité.

Les dispositions suivantes sont prévues :

- choix de matériaux adaptés pour la construction de l'unité de production et les locaux techniques afin d'atténuer les émissions sonores ;
- locaux abritant les équipements techniques implantés à plus de 50 mètres des limites de propriété ;
- choix et implantation des équipements (tours aéro-réfrigérantes, notamment) effectués de manière à limiter l'impact sonore du site ;
- installations de pré-traitement des effluents implantées dans un local fermé ;
- limitation de la vitesse des véhicules et du temps de fonctionnement des groupes frigorifiques des camions en période nocturne ;
- circulation essentiellement diurne ;
- compacteurs de déchets limitant le nombre de camions d'enlèvement de ces déchets ;
- consignes spécifiques à destination des transporteurs routiers.

Des mesures de niveau sonore périodiques sont prévues de manière à s'assurer d'un impact sonore maîtrisé.

#### **3.1.4.- Déchets**

Les filières de valorisation actuellement privilégiées pour le site de MONCHY LE PREUX seront conservées. Il s'agit principalement des rebuts de fabrication et des arrêts de ligne (4 320 t/an), des résidus de nettoyage de la salle levain et des restes de levain (120 t/an), des déchets d'emballages de matières premières et de conditionnement (180 t/an).

Les huiles usagées, les résidus de dégrillage des eaux usées sont éliminés via des filières agréées.

#### **3.1.5.- Transports**

Le trafic moyen induit par l'activité représentera à terme environ 100 véhicules par jour. Il restera assez faible au regard de la circulation enregistré au niveau de la zone et des infrastructures locales (moins de 0,5 % de la RN50).

Les horaires pratiqués sont les suivants :

- expéditions/réceptions en jours ouvrables de 6h00 à 20h00 ;
- camions emballages vides et déchets les jours ouvrables de 8h30 à 17h00;

#### **3.1.6.- Impact sanitaire**

Le volet sanitaire de l'étude d'impact a été développé selon la méthodologie approuvée comportant l'identification des polluants, l'évaluation de la relation dose-réponse, l'évaluation de l'exposition et la caractérisation des risques. L'exposition au bruit, aux odeurs, aux micro-organismes dans les eaux usées, aux produits de nettoyage en forte concentration, aux légionelles, aux fuites de fluide frigorigène et aux produits contaminés a été examinée lors du choix des polluants traceurs. Les polluants pris en compte ont été les oxydes d'azote et de soufre ainsi que les poussières.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 sont prises en compte dans la conception, la conduite et le suivi des installations de réfrigération par dispersion d'eau dans un flux d'air.

A l'issue de la démarche, l'étude conclut que le risque sanitaire que présentent les installations est négligeable.

### **3.2.- Synthèse de l'étude de dangers présentée par le demandeur**

L'étude de dangers identifie la source de chaque risque, le retour d'expérience disponible (données du BARPI), les causes possibles, les moyens de prévention et de protection.

Une grille de cotation gravité / probabilité d'occurrence a été exécutée en application des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Les risques majorants ont été déterminés à partir des quantités et de la nature des produits mis en œuvre et ont fait l'objet d'études spécifiques. Il s'agit :

- de l'étude des flux thermiques générés en cas d'incendie de la chambre froide négative automatique ;
- de l'étude de la dispersion atmosphérique des effluents gazeux suite à ce même incendie ;

- de l'étude des risques liés à une fuite d'ammoniac.

Les dangers d'incendie liés à une défaillance électrique, aux équipements,... les dangers de toxicité liés aux installations de refroidissement, les dangers d'explosion susceptibles d'être générés par la chaudière, les silos de farine, les compresseurs..., les dangers de déversement et pollutions accidentelles par les eaux usées, le fioul, les produits de nettoyage,... figurent parmi les autres risques identifiés mais n'ayant pas fait l'objet d'études développées.

L'étude des flux thermiques générés en cas d'incendie de la chambre froide automatique montre que :

- Le flux de 5 kW/m<sup>2</sup> n'atteint ni les limites de propriété, ni le bâtiment de production ;
- Le flux de 3 kW/m<sup>2</sup> dépasse de 2,3 et 4 mètres les limites de propriété selon les façades, sans atteindre la route d'accès. Ces dépassements sont inférieurs à la distance minimale de 5 mètres fixée par le règlement de la zone pour l'implantation des bâtiments par rapport aux limites de parcelle.
- Le flux de 8 kW/m<sup>2</sup> atteint le couloir de liaison, cependant des dispositions spécifiques (couloir incombustible, extinction automatique d'incendie) ont été prévues afin de prévenir la propagation d'un incendie.

L'étude de dispersion des fumées en cas d'incendie conclut à l'absence d'atteinte des Seuils d'Effets Irréversibles pour le HCN et le CO<sub>2</sub>. Seul de monoxyde de carbone voit son seuil dépassé, uniquement au niveau de la chambre froide. La visibilité minimale à une hauteur de 1,5 mètres mise en évidence sur la voie de desserte du site (Allée des Atrébates) se situe dans les limites de 200 et 300 mètres. Aucune voie de circulation environnante n'est affectée par les fumées pouvant limiter la visibilité à moins de 50 mètres à cette même hauteur.

Les scénarii étudiés dans le cadre de la caractérisation des zones de danger liées à la dispersion d'ammoniac sont les suivants :

- Rupture du collecteur en gaz Haute Pression (HP) entre les compresseurs et le condenseur accolé à la salle des machines, fuite à l'intérieur dans l'édicule et dans la salle des machines puis extraction par le ventilateur situé dans l'édicule ;
- Rupture du collecteur en liquide HP à la sortie du condenseur, fuite à l'intérieur dans l'édicule et dans la salle des machines puis extraction par le ventilateur situé dans l'édicule ;
- Rupture de canalisation liquide en dessous de la bouteille Basse Pression (BP), installation en fonctionnement ;
- Rupture de canalisation liquide en dessous de la bouteille Basse Pression (BP), installation arrêtée ;
- Fuite de gaz HP à l'intérieur du condenseur, fuite à l'extérieur ;
- Fuite des soupapes de sécurité bloquées ouvertes sur les bouteilles Moyenne et Basse Pression ;
- Fuite de liquide BP au niveau de la station de vannes, fuite dans les combles puis à l'extérieur ;
- Fuite de gaz HP au niveau de la station de vannes, fuite dans les combles puis à l'extérieur.

Les doses des effets létaux ou irréversibles ne sont perçues au sol dans aucun des scénarii étudiés, dans deux conditions météorologiques correspondant respectivement à des conditions parmi les plus défavorables pour la dispersion et à des conditions couramment rencontrées.

La conception de l'installation fonctionnant à l'ammoniac est basée sur des normes spécifiques (normes NF-EN 378), qui portent tant sur les matériaux utilisés que sur les méthodes de fabrication et la qualification du personnel, les pressions de dimensionnement, les dispositifs de sécurité.

L'étude de dangers spécifique a défini des mesures à mettre en application et recensé les organes de sécurité présents (pressostats HP et BP, protections électriques des moteurs d'entraînement, protection contre les surpressions par soupapes, vannes d'isolement, sondes de détection avec justification des seuils d'alarme et des lieux d'implantation, ventilation de la salle des machines avec calcul du débit d'extraction minimal, etc...).

D'autres dispositions sont prévues :

- Réalisation d'un capotage de 50 m<sup>2</sup> pour les liaisons entre la salle des machines et les condenseurs évaporatifs avec extraction d'air, permettant une protection mécanique des tuyauteries et des vannes, une concentration de l'ammoniac au niveau du détecteur présent dans l'édicule, une recondensation des vapeurs présentes en cas de fuite pour ramener l'ammoniac liquide en situation stabilisée et sa réintégration au sein des rétentions de la salle des machines. Afin de limiter la propagation d'ammoniac, la ventilation de l'édicule se déclenche au premier seuil de détection (500 ppm) et canalise l'extraction d'ammoniac à 12,5 mètres du sol.
- Mise en place d'une détection d'ammoniac sur le circuit d'eau des condenseurs évaporatifs ;
- Déclenchement d'une pré-alarme dès qu'un condenseur fonctionne à sec, puis mise en sécurité ;
- Pose d'un pressostat HP à sécurité positive au niveau du collecteur de refoulement des compresseurs HP ;

- Evacuation d'air ammoniacé par une cheminée de 12,5 mètres minimum en flux vertical direct ;
- Evacuation des soupapes à l'entrée du conduit de la cheminée d'extraction avec détecteur spécifique pour les soupapes ;
- Mise en sécurité simultanée de la chaufferie et de la salle des machines au 2<sup>ème</sup> seuil de détection d'ammoniac.

Pour l'ensemble des installations, les principaux moyens de prévention et de protection appliqués sont les suivants :

- Séparation physique des activités complétée par dispositions constructives spécifiques (murs et portes coupe-feu 2h). ;
- Eloignement de la chambre froide automatique afin d'éviter les risques de ruine en chaîne ;
- Eloignement des installations vis-à-vis des limites de propriété ;
- Mise en place de rétentions permettant d'éviter la survenue du risque de pollution par épandage de liquides polluants.
- Présence d'une rétention des eaux d'extinction adaptée aux besoins en eau en cas d'incendie, son volume s'élevant à 1 500 m<sup>3</sup>.
- Présence d'une détection d'hydrogène et d'une ventilation destinées à limiter les risques liés à la charge de batteries.
- Silos de stockage de farine munis d'un évent, d'une soupape surpression – dépression, d'un caisson de dépoussiérage, de filtration et d'une mise à la terre.

Les moyens d'intervention présents sur le site sont constitués d'extincteurs, de RIA dans les locaux de stockage d'emballages vides, d'une réserve incendie de 240 m<sup>3</sup>, en complément d'un système de sprinklage couvrant schématiquement les locaux de production (hors fours et surgélateurs), les stockages non réfrigérés et une partie du couloir de liaison entre les deux bâtiments principaux. Des exutoires à commande manuelle et automatique représentant 1 à 2 % de la surface de la toiture selon les locaux contribuent au désenfumage de ces derniers.

2 poteaux d'incendie sont destinés à la défense incendie extérieure.

Enfin, des appareils respiratoires autonomes sont prévus pour l'intervention en cas de fuite d'ammoniac.

#### **4.- CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE**

##### **4.1.- Enquête publique**

L'enquête publique s'est déroulée du 3 mars au 3 avril 2008.

Communes concernées : ATHIES, SAINT-LAURENT-BLANGY, FEUCHY, FAMPOUX, BAILLEUL-SIR-BERTHOULT, ROCLINCOURT, SAINT-NICOLAS-LES-ARRAS, TILLOY-LES-MOFFLAINES, GAVRELLE, THELUS, WILLERVAL, ARLEUX-EN-GOHELLE, OPPY.

Résultats : Aucune observation n'a été portée au registre d'enquête.

Avis du commissaire enquêteur : le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la demande, en conclusion de son rapport du 28 avril 2008.

##### **4.2.- Avis des conseils municipaux**

Les conseils municipaux des communes d'ATHIES, SAINT-NICOLAS-LEZ-ARRAS sont **favorables**.

##### **4.3.- Avis du CHSCT**

Le CHSCT consulté sur le projet a émis un **avis favorable** en date du 4 avril 2008.

##### **4.4.- Avis des services**

- Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (11 avril 2008) :

« Quant aux risques liés au bruit,

Le dossier souligne l'impact du bruit sur les populations environnantes en soulignant que l'enveloppe du bâtiment va limiter la propagation des 85 dB à 45 dB environ.

(...)

L'évaluation des risques dus au bruit n'est, dans le dossier, étudiée que compte tenu des risques environnementaux, aucune prise en compte du risque d'exposition des salariés à ce risque n'apparaît dans le dossier. Aucune mesure de protection collective des travailleurs à l'intérieur des bâtiments n'est envisagée (article L.230-2 du Code du travail).

Quant au risque incendie,

Le dossier ne fait nullement état d'une quelconque consigne incendie.

(...)

Cette consigne doit être communiquée à l'inspecteur du travail (article R.232-12-22 du Code du travail).

Quant au risque lié à la légionellose,

Le dossier fait état à divers endroits de la vérification de l'état des tours aéro-réfrigérantes. Néanmoins, cette vérification n'est pas recensée dans les contrôles à réaliser périodiquement. L'état, le niveau et la qualité de l'eau et des aérosols notamment sortant des tours aéro-réfrigérantes devront être régulièrement contrôlés en vue de préserver la santé des salariés sur le site.

Quant au risque chimique,

L'étude des fiches de données de sécurité (FDS) jointes en annexe du dossier a soulevé plusieurs problèmes :

- Les FDS doivent être renouvelées régulièrement. L'entreprise doit disposer de la FDS du produit récente et en tout état de cause datant au maximum de deux ans afin de tenir compte des évolutions de la classification des produits.

Dans le dossier, il ressort par exemple que le produit ATA Crème a une FDS de 1983, le DDN 99 Neutre dispose d'une FDS de 1995 et une de 2003, le DN AL a une FDS de 1998 ou encore les ECO BAC LINGETTES dont la FDS date de 2000.

- Pour d'autres produits, aucune FDS n'est disponible mais seulement une fiche technique ne répondant pas aux dispositions de l'article R.213-53 du Code du travail. Ainsi c'est le cas par exemple pour DERMALCOOL GEL ou DERMYGIENE BACTERICIDE.

Par ailleurs, les fiches de données de sécurité devront toutes faire l'objet d'une transmission au médecin du travail. Une liste actualisée des travailleurs exposés aux agents chimiques dangereux devra également être établie (article R.231-54-15 du Code du travail) ainsi que des fiches d'exposition (et attestations d'exposition pour les salariés quittant l'entreprise) ainsi qu'une notice pour chaque poste de travail (article R.231-54-14 du Code du travail).

Quant à l'hygiène,

Sur les plans fournis n'apparaissent que des intitulés types « vestiaires » ou encore « sanitaires » sans différencier hommes et femmes. Il est bien évident qu'il appartiendra à l'entreprise de prévoir effectivement une séparation entre les vestiaires et sanitaires des femmes et des hommes tels que définis aux articles R.235-2-12 et R.232-2-1 à R.232-2-5 du Code du travail.

De la même manière aucune disposition ne semble prévue dans le dossier quant aux travailleurs handicapés pouvant être amenés à travailler dans l'établissement (articles R.235-3-18 et R.232-2-6 du Code du travail).

Quant à la circulation sur le site des camions notamment,

Par ailleurs l'attention devra être également portée sur les quais de chargement qui devront avoir au moins une issue et, lorsque leur longueur est supérieure à 2 mètres, une issue à chaque extrémité doit être prévue (article R.235-3-15 du Code du travail). La disposition et l'aménagement des rampes et quais de chargement devront éviter d'exposer les travailleurs aux risques de chute.

La mise en place de plans de prévention et de protocoles de sécurité sera également à prévoir compte tenu des activités importées par d'autres entreprises (dites extérieures) telles que les transporteurs.

Enfin, les dispositions applicables aux opérations de construction dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité au travail (chapitre V du titre III du livre II du Code du travail) devront être respectées (articles R.235-1 à R.235-5 du Code du travail) notamment quant à l'intégration des règles de sécurité dans la construction de bâtiments. »

En conclusion, ce service émet un **avis favorable sous réserve** de lever et de prendre en compte les observations précitées.

Par courriers en date des 11 août et 8 septembre 2008, l'exploitant apporte à la DDTEFP les précisions suivantes :

- « - Bruit : le maître d'ouvrage a pris soin de choisir les machines les moins bruyantes possibles afin de réduire le bruit à la source tout en répondant aux contraintes techniques de production ; en cas de dépassement des seuils réglementaires, des équipements individuels seront mis à la disposition des travailleurs concernés ;
  - Risque incendie : une consigne sera établie par l'entreprise installatrice des extincteurs avec la participation de l'exploitant. Cette consigne sera réalisée conformément au code du travail et vous sera transmise dès sa réalisation ;
  - Risque lié à la légionellose : nous avons bien pris note que l'état, en plus des dispositions mentionnées dans le dossier ICPE, que le niveau et la qualité de l'eau et des aérosols sortant des tours aéro-réfrigérantes devront être régulièrement contrôlés en vue de préserver la santé des salariés sur le site.
  - Risque chimique : les fiches de données de sécurité seront renouvelées afin qu'elles datent de moins de deux ans. Une liste des travailleurs exposés aux agents chimiques dangereux sera établie, ainsi que des fiches d'exposition.
  - Hygiène : les vestiaires hommes et femmes seront effectivement séparés, les travailleurs handicapés pouvant être amenés à travailler dans l'établissement seront affectés au niveau de la zone administrative où l'ensemble des mesures sont prévues (accessibilité, sanitaires, place de stationnement réservée...).
  - Les quais de chargement de la chambre froide négative sont équipés d'une issue de secours à chaque extrémité.
  - Un plan de prévention et un protocole de sécurité seront mis en place. »
- « Il est bien entendu que l'accès en zone de production sera possible aux travailleurs handicapés (...) ».

▪ Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (29 février 2008) :

« Suite à votre transmission citée en référence, je vous informe qu'après examen du dossier j'émet, en ce qui me concerne, **un avis favorable** à la demande d'autorisation déposée par la société CROUSTIFRANCE considérant que le pétitionnaire s'engage dans son étude à mettre tout en œuvre pour limiter les impacts de son projet sur la santé, et notamment :

- traiter les eaux de voiries par un séparateur à hydrocarbures ;
- mettre en place un ensemble de mesures préventives visant à réduire au maximum les émissions sonores engendrées par le site et, ainsi, garantir le respect des valeurs limites imposées par l'arrêté du 23 janvier 1997 ;
- protéger le réseau d'eau potable de tout risque de pollution par retour d'eau grâce à l'installation de dispositifs adéquats ;

Cependant, cet avis favorable s'accompagne des prescriptions suivantes :

- en concertation avec les services de l'inspection des installations classées, prendre toutes les mesures préventives nécessaires au niveau des tours aéro-réfrigérantes afin de surveiller et de lutter efficacement contre un éventuel développement non conforme de légionelles.

Le projet indiquant la mise en place de deux nouvelles tours, il convient de rappeler que ces installations devront répondre aux exigences suivantes :

- implantation de telle sorte que les rejets d'air ne seront effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants ;
- prise en compte de la puissance des installations (et donc, des panaches résultants), des vents dominants et de la distance des installations par rapport aux habitations ou aux établissements recevant du public proches, afin de déterminer une implantation optimale, garantissant un risque sanitaire acceptable pour les populations.

Il convient également de rappeler la nécessité de mettre en place toutes les mesures de prévention au niveau du réseau d'eau chaude (douches en particulier) afin de protéger les travailleurs et autres usagers potentiels. Pour cela, il est nécessaire de respecter les recommandations de l'arrêté du 30 novembre 2005 modifiant l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, des locaux de travail, ou des locaux recevant du public et de sa circulaire de mise en œuvre (circulaire interministérielle n°DGS/SD7A/DSC/DGUHC/GDE/DPPR/126 du 3 avril 2007). »

▪ Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (26 février 2008) :

Ce service informe que le dossier, n'appelle **pas d'observation particulière** et que les aspects concernant l'eau feront l'objet d'une réponse du Service Départemental de la Police de l'Eau.



- Service Départemental de la Police de l'Eau (13 mai 2008) :

Le SDPE émet un **avis favorable sous réserves**, les modalités d'entretien des différents ouvrages préconisées par le SDPE étant à prescrire par l'arrêté préfectoral.

- Service Départemental d'Incendie et de Secours (25 février 2008) :

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que l'étude de ce dossier appelle, de ma part, les **observations suivantes** :

### **1- DESCRIPTION :**

Le projet consiste en la construction d'une unité de pains surgelés, qui sera divisée en plusieurs zones :

- une zone de production,
- une zone technique,
- une zone de stockage des emballages,
- une chambre froide négative,
- une zone administrative et de locaux sociaux.

### **2- ACCESSIBILITE AUX SECOURS :**

Assurer le contournement du bâtiment par une voie échelle, qui devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- largeur minimale : 4 mètres ;
- hauteur disponible : 3,50 mètres ;
- force portante : 160 kN (avec un maximum de 90 kN par essieu distant de 3,60 m) ;
- rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 mètres ;
- surlargeur dans les virages :  $S = 15/R$  pour les virages de rayon R inférieur à 50 mètres ;
- pente inférieure à 10 % ;
- résistance au poinçonnement de 100 kN sur une surface circulaire de 0,2 mètre.

### **3- DEFENSE CONTRE L'INCENDIE :**

- La Défense Contre l'Incendie extérieur ( $300 \text{ m}^3/\text{h} - 600 \text{ m}^3/2 \text{ heures}$ ) est assurée par un dispositif mixte :
  - Le réseau d'eau potable avec implantation de poteaux incendie normalisé : débit minimum  $180 \text{ m}^3/\text{heure}$  ;
  - Une réserve de  $240 \text{ m}^3$  utiles. Ce volume sera disponible au niveau de la cuve sprinkler. Cette cuve sera équipée de 2 raccords de 100 mm.
- Vérifier que la réserve se trouve hors du flux thermique de  $5 \text{ kW/m}^2$  ;
- Contacter le Groupement Prévision lors de la mise en place de la réserve.

### **4- DESENFUMAGE :**

Respecter les dispositions contenues dans l'étude de dangers.

### **5- MESURES BATIMENTAIRES :**

Respecter les dispositions contenues dans l'étude de dangers.

### **6- SALLE DE CHARGE :**

Bonne note a été prise de l'aménagement d'un local de charge conformément à l'arrêté type n° 2925.

### **7- DETECTION INCENDIE**

Installer une détection automatique d'incendie dans la chambre froide. La sélection du type de détecteur devra tenir compte :

- des dimensions du local (principalement de sa hauteur),
- de son occupation,
- des conditions générales d'environnement (température, taux d'humidité, empoussièrement, ventilation, etc...) et
- de toutes les causes possibles de perturbations susceptibles de provoquer des alarmes intempestives.

Tout déclenchement avertira le personnel d'astreinte ou une société de surveillance.

Le reste de la construction sera équipé d'un dispositif d'extinction automatique à eau.

## **8- ELECTRICITE – ECLAIRAGE :**

Installer à proximité d'une sortie un interrupteur général bien signalé, permettant de couper le courant dès la cessation du travail.

Mettre en place un éclairage de sécurité de balisage permettant aux occupants de rejoindre les issues de secours en cas d'incendie ou de panne de courant.

## **9- MOYENS DE SECOURS :**

Installer des Robinets d'Incendie Armés (RIA) de diamètre 40 mm, de manière à ce que chaque point des locaux puisse être atteint par le jet d'au moins deux lances. L'accès aux RIA doit être facile, leurs abords seront maintenus constamment dégagés et leurs emplacements signalés d'une façon visible.

Disposer des extincteurs en nombre et capacité appropriés aux risques. Ces appareils doivent être judicieusement répartis, visibles, accessibles en toutes circonstances et repérés au moyen de panneaux indestructibles.

Répartir de manière judicieuse des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres au minimum ou, en cas de risque électrique, à poudre de 6 kg, pour 200 m<sup>2</sup> de plancher, avec au minimum un appareil par niveau. Les extincteurs à poudre pourront être remplacés, le cas échéant, par des extincteurs à dioxyde de carbone de capacité équivalente.

Doter les locaux présentant des risques particuliers d'incendie d'au moins un extincteur approprié aux risques.

Equiper le bâtiment d'un système d'alarme sonore (l'alarme générale doit être donnée par bâtiment si l'établissement comporte plusieurs bâtiments isolés entre eux). Dans les zones bruyantes, le système pourra être doublé par un dispositif lumineux (flash).

Former le personnel à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas de sinistre.

Il serait judicieux de prévoir 2 scaphandres autonomes ainsi que des Appareils Respiratoires Isolants supplémentaires, et d'adopter la procédure opérationnelle des Sapeurs-Pompiers :

- aucune personne ne doit intervenir seule, les porteurs d'ARI travaillent toujours en binôme ;
- le second binôme se tient toujours prêt à porter secours à l'équipe engagée ;
- le port de l'ARI fait l'objet d'une formation particulière.

## **10- MESURES GENERALES :**

Apposer une signalétique bien visible « *Porte coupe-feu – Ne mettez pas d'obstacle à sa fermeture* » sur les portes coupe-feu à fermeture automatique.

Apposer une signalétique bien visible « *Issue de secours* ».

Respecter les dispositions envisagées dans l'étude de dangers incluse au dossier.

Signaler les organes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, fuel ...) par des plaques indicatrices de manœuvre.

Apposer, près de l'entrée principale du bâtiment, un plan schématique sous forme de pancarte inaltérable, pour faciliter l'intervention des Sapeurs-Pompiers. Ce plan doit présenter au minimum chaque niveau du bâtiment. Devront y figurer, suivant les normes en vigueur, outre les dégagements et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- Des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- Des dispositifs et commandes de sécurité ;
- Des dispositifs de coupure des fluides ;
- Des organes de coupure des sources d'énergie (gaz, électricité...) ;
- Des moyens d'extinction fixe et d'alarme.

Les portes coupe-feu des locaux à risques particuliers devront :

- Soit rester fermées ;
- Soit être maintenues en position ouverte mais, dans ce cas, elles seront à fermeture automatique asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs placés de part et d'autre en partie haute.

Etablir et afficher, dans les différents locaux, des consignes de sécurité indiquant :

- La conduite à tenir en cas d'incendie ;
- Les modalités d'appel des Sapeurs-Pompiers (tél. 18) ;
- L'évacuation du personnel (système d'alarme sonore) ;
- La première attaque du feu ;
- Les mesures pour faciliter l'intervention des secours extérieurs (ouverture des portes, désignation d'un guide).

Interdire tout stationnement de véhicules en débouché des sorties de secours (mettre en place un balisage au sol par exemple).

L'extension fera l'objet d'un Plan d'Etablissement Répertoire établi par les Sapeurs-pompiers du centre d'Incendie et de secours d'ARRAS ».

- Direction Départementale de l'Équipement (14 avril 2008) :

Ce service émet un **avis favorable**.

- Direction Régionale de l'Environnement (19 février 2008) :

« (...) »

Les eaux usées sont dirigées après pré-traitement vers le système d'assainissement d'Arras. Les termes de la convention de déversement au système d'assainissement doivent être parfaitement respectés.

Le site se trouve sur une zone répertoriée par le SDAGE Artois-Picardie au titre des eaux souterraines à protéger en priorité (carte B3, disposition B13). Les rétentions sous les stockages de liquides susceptibles de polluer les eaux souterraines doivent respecter les dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. »

Ce service émet un **avis favorable**.

- Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement :

Les risques présentant les conséquences les plus significatives, notamment en termes de zone d'effets, sont l'incendie de la chambre froide automatique, en raison du volume de stockage et de la hauteur de cette dernière, ainsi qu'une fuite d'ammoniac.

L'exploitant prévoit toutes dispositions de nature à prévenir l'ensemble de ces risques et à en limiter les effets potentiels.

L'examen du dossier montre par ailleurs que l'impact prévisible des installations s'avère globalement limité et ne porte pas atteinte aux intérêts visés par le Code de l'Environnement.

Sur le plan réglementaire, l'exploitant prend en considération les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 et l'actualisation des règles de l'art des normes NF-EN 378 pour la conception et l'exploitation de ses installations fonctionnant à l'ammoniac, ainsi que les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 applicable aux installations de réfrigération (tours aéro-réfrigérantes).

L'arrêté du 15 août 2002 n'étant pas applicable aux stockages sous température dirigée et en l'absence d'une réglementation spécifique, les mesures figurant dans le guide de prévention incendie dans les entrepôts frigorifiques ont été prises en compte.

## **5. – PROCEDURE PROPOSEE**

Le projet d'arrêté joint en annexe prend en considération les dispositions des textes réglementaires applicables ainsi que les recommandations des différents services consultés.

- Avis de la DDASS : les articles 4.1.3, 4.3.5 prennent en compte les observations émises en matière de prévention de pollution des eaux, le chapitre 8.1 prévoit des prescriptions spécifiques à la prévention de la légionellose, y compris au niveau du réseau d'eau chaude sanitaire.

L'article 9.2.7 impose la réalisation d'une mesure du niveau sonore après mise en service des nouvelles installations.

- Avis de la DIREN : l'article 7.5.3 impose la présence de rétentions adaptées, les dispositions du chapitre 4.3 traitant des caractéristiques des effluents et de leur épuration sont compatibles avec les termes de la convention de déversement au réseau d'assainissement.
- Avis du SDIS : les préconisations de ce service sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral aux articles suivants : 7.2.1.2, 7.2.2, 7.2.3, 7.3.3, 7.6.1, 7.6.3 à 7.6.6 et 8.7. La transmission des plans d'intervention a été privilégiée à l'affichage de ceux-ci, en accord avec le SDIS.
- Avis du SDPE :  
Les modalités d'entretien des ouvrages de pré-traitement des effluents et des organes de commande des rétentions sont définies aux articles 4.3.3 et 7.6.8.1 et prennent en compte les observations émises.
- Avis de la DDTEFP :  
Les demandes formulées ne sont pas directement liées au Code de l'Environnement, elles ont fait l'objet d'échanges directs, et de deux courriers en réponse de l'exploitant adressés à ce service.

Nous proposons donc au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du Pas-de-Calais d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société CROUSTIFRANCE, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint en annexe 1.

L'Inspecteur des Installations Classées,

Vu et transmis avec avis conforme à :

- Monsieur le Préfet du Département du Pas-de-Calais - Direction de l'Aménagement, de l'Environnement et de la Cohésion Sociale – Pôle de l'Environnement – Bureau des Installations Classées.
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du Pas-de-Calais, pour passage en Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques

Béthune, le  
P/le Directeur, par délégation,

# ANNEXE 1 : LISTE DES RUBRIQUES CONCERNEES

| Rubrique | Régime | Libellé de la rubrique (activité)  | Nature de l'installation   | Critère de classement  | Seuil autorisé        |
|----------|--------|--|--|--|-----------------------|
| 1136.B   | A      | <b>Ammoniac (emploi ou stockage de l')</b>   | Installation frigorifique comportant :<br>- Bouteille BP 1 007,3 kg<br>- Bouteille MP 248,7 kg<br>- Collecteurs 2 266 kg<br>- Evaporateurs 1 804 kg<br>- Condenseurs 400 kg<br>- Divers 274 kg             | Quantité susceptible d'être présente dans l'installation             | 6 t                   |
| 1510.1   | A      | <b>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des)</b>  | Stockage de matières premières en magasin (1 880 m <sup>3</sup> ) et chambre froide (525 m <sup>3</sup> ), de produits finis en chambres froides négatives (69 714 m <sup>3</sup> + 2 000 m <sup>3</sup> ) | Volume total des entrepôts   | 74 119 m <sup>3</sup> |
| 2220.1   | A      | <b>Alimentaires (préparation ou conservation de produits) d'origine végétale par cuisson, surgélation...</b>   | Utilisation de farine (87,5 t/j), levure (1 t/j) et améliorants (0,4 t/j)  | Quantité de produits entrant   | 88,9 t/j              |
| 2920.1.a | A      | <b>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques</b>   | Compresseurs froid négatif ammoniac :<br>- 3 x 190 kW<br>- 2 x 110 kW<br>compresseurs froid positif ammoniac :<br>2 x 215 kW   | Puissance absorbée   | 2 000 kW              |
| 1530.2   | D      | <b>Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de)</b>  | Stockage de bois : 600 m <sup>3</sup><br>Stockage de carton : 1 100 m <sup>3</sup>   | Quantité stockée   | 1 700 m <sup>3</sup>  |
| 2910.A   | D      | <b>Installations de combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</b> | Chaudière au gaz naturel<br>2,8 MW<br>Brûleurs fours de cuisson<br>870 + 870 + 906 kW<br>Groupe électrogène<br>72 kW   | Puissance thermique maximale de l'installation                       | 5,518 MW              |
| 2920.2.b | D      | <b>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10<sup>5</sup> Pa, comprimant ou utilisant des fluides ni inflammables ni toxiques</b>  | 3 compresseurs d'air   | Puissance absorbée   | 90 kW                 |
| 2921.2   | D      | <b>Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de) lorsque l'installation est du type « circuit primaire fermé »</b>  | Deux tours aéro-réfrigérantes de 1 920 kW unitaires  | /  | /                     |
| 1412.2   | NC     | <b>Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de)</b>   | 15 bouteilles de 13 kg   | Quantité susceptible d'être présente                                 | 195 kg                |
| 1432.2   | NC     | <b>Dépôts de liquides inflammables</b>   | Cuve GO sprinklage : 0,4 m <sup>3</sup><br>Huiles maintenance : 0,3 m <sup>3</sup>   | Quantité susceptible d'être présente                                 | 0,7 m <sup>3</sup>    |
| 2160.1   | NC     | <b>Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables</b>   | silos de farine :<br>4 x 100 m <sup>3</sup><br>1 x 75 m <sup>3</sup><br>10 x 55 m <sup>3</sup>   | Volume total de stockage   | 1 025 m <sup>3</sup>  |
| 2663.1   | NC     | <b>Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</b>   | Films plastiques   | Volume susceptible d'être stocké                                     | 90 m <sup>3</sup>     |
| 2925     | NC     | <b>Atelier de charge d'accumulateurs</b>   | Local de charge spécifique   | Puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération | 30 kW                 |

A : Autorisation ; D : Déclaration ; NC : Non Classé.

**ANNEXE 2 : PROJET D'ARRETE PREFECTORAL**